

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHÉVIK-LÉNINISTE

ABONNEMENTS — France : 1 an, 20 Fr. — 6 mois, 10 Fr.
Etranger : 1 an, 30 Fr. — 6 mois, 15 Fr.
Compte Chèque Postal : Dopaifre 1891.14 Paris
Bi-mensuel paraissant le 2^e et le dernier vendredi du mois

Adresse provisoire :
JEANNE BRISACK
11, rue du Moulin-Joly
PARIS (11)

Toujours la politique des sanctions.

Qui travaille pour le prolétariat et contre la guerre ?

Les canons de la « Home Fleet » ?

Non ! les mineurs en grève de Glasgow !

Après la tuerie de Limoges : le peuple ouvrier a le droit de se défendre contre les armes, par des armes !

Action de classe contre Laval-Paganon

Une fois de plus, les coups de revolver et de parabellum des Croix de Feu ont répondu aux « appels au calme » prodigués de toute part à la classe ouvrière. Quelques centaines d'hommes s'enferment dans une salle. Ils sont armés et, chacun le sait, ils cherchent à exercer leur tir contre les travailleurs. Les masses ouvrières protestent contre la tenue de ces réunions armées : il n'en faut pas plus : les assassins ouvrent le feu ; des travailleurs tombent...

Cynique, La Roque publie une lettre exigeant des sanctions... contre les fusillés ! Il s'attaque à la municipalité de Limoges, au préfet, et au journal *Révolution*, qui appelle les masses à résister, s'il le faut, aux armes par les armes.

...Et à la même heure, qu'elles sont les réactions des dirigeants du Front Populaire ? Quelle est la réaction de la fameuse délégation des gauches ?

Le Conseil national S.F.I.O. a décidé de porter la question à la Chambre en votant un ordre du jour de défiance envers le gouvernement Laval. Les communistes en sont partisans. Mais les radicaux s'y refusent. Et pour cause. M. Paganon, ministre de l'Intérieur, protecteur des Croix de Feu, est un des leurs !

En un mot, à l'offensive armée de La Roque, qui vise à terroriser la population, puis à obtenir qu'un gouvernement de réaction brutale soit constitué, les dirigeants du Front Populaire posent la question sur un terrain purement parlementaire. Et encore, comment le font-ils ?

On parle d'un « ordre du jour » qui peut entraîner la chute de Laval. Et après ?

Depuis huit jours nous assistons à ce spectacle : chacun des partis du Front Populaire se refuse à prendre ses responsabilités devant les masses.

Les radicaux déclarent qu'ils se refusent à succéder à Laval. Et pour cause ! Pourquoi lui succéderaient-ils puisqu'ils collaborent étroitement avec lui ? Et pourquoi le renverseraient-ils puisqu'ils votent et approuvent des décrets-lois, et que Paganon, le ministre de l'Intérieur, couvre et encourage les Croix de Feu ?

Le plus comique est de voir l'acharnement du Parti communiste à insister auprès du Parti radical pour qu'il prenne le pouvoir ! Pourquoi donc lui demander de le prendre, PUISQU'IL Y EST ! C'est qu'en réalité Duclos et Thorez se soucient comme d'une pomme d'un gouvernement radical ou autre : ce qu'ils veulent, c'est un ministre des Affaires étrangères radical, fidèle soutien de l'alliance militaire franco-russe !

Pour sa part, le P. C. déclare qu'il ne peut envisager actuellement la constitution d'un gouvernement du Front Populaire ; il se bornerait à soutenir un gouvernement radical... un gouvernement qui ferait payer les riches.

Cette idée est trop grotesque pour pouvoir être prise au sérieux. Pourquoi les radicaux, qui font payer les pauvres en

collaboration avec Laval (voir décrets-lois Régnier, Bonnet, etc.), feraient-ils payer les riches s'ils étaient au gouvernement, avec Flandin, par exemple ? C'est dupes les masses que de leur faire croire que les chefs radicaux, dont l'existence entière est consacrée à la trahison systématique des intérêts des masses laborieuses, peuvent prendre la moindre mesure réellement en leur faveur !

Quant à la S.F.I.O., le Conseil national a décidé de hâter la chute de Laval et de demander la constitution d'un gouvernement du Front Populaire (avec radicaux et communistes). Mais quant au programme à appliquer, aux mesures à prendre, aux méthodes à employer, le Conseil national n'a rien dit. Il a simplement autorisé les députés à participer à un gouvernement « de gauche ». A noter que tous les députés de la gauche révolutionnaire ont voté la résolution du Conseil national !

Dans ces conditions, on ne peut considérer la position du Conseil national que comme un alibi, et nullement comme un appel aux masses pour entamer la lutte qui renversera le pouvoir bourgeois et restaurera un pouvoir prolétarien.

Or, c'est là le problème de l'heure. Aussi bien contre les revolvers de La Roque que contre l'offensive du gouvernement, il faut appeler les masses à l'organisation sur leur propre terrain de lutte. Dans le labyrinthe des revendications bourgeoises démocratiques, les prolétaires sont perdus. Dans la brume des appels au calme et à la dignité, ils seront encore une fois victimes des assassins. L'heure est venue d'en finir avec les combinaisons parlementaires, à organiser un puissant mouvement sur lequel les masses elles-mêmes aient le contrôle. Il n'y a pas d'autre voie.

NOUS SALUONS

« L'AVANT-GARDE SYNDICALE »

Dans le numéro 249 de la VÉRITÉ, nous avons, au cours du compte rendu des Congrès confédéraux, signalé le rapprochement effectué entre les syndicats révolutionnaires des deux Centrales qui ont marqué leur accord par l'adoption d'une résolution commune.

Aujourd'hui, nous saluons la parution de leur journal « L'Avant-Garde Syndicale ». Leurs efforts seront soutenus par tous les militants révolutionnaires.

Le premier numéro doit recevoir le meilleur accueil.

Camarades de la région parisienne, dès maintenant réclamez dans tous les kiosques à journaux « L'Avant-Garde Syndicale ».

Tous, abonnez-vous !
L'abonnement est fixé à 5 francs les douze numéros.

La Roque nous attaque... La majorité du Conseil National S.F.I.O. nous exclut !

Rassemblement pour la solidarité
avec les exclus

Nous n'avons aujourd'hui qu'à reproduire les faits qui se sont déroulés avant et après le Conseil National du Parti socialiste. Ils suffisent pour révéler le sens purement politique des exclusions, et pour mettre à néant toute espèce de doute qui pourrait subsister dans l'esprit des militants honnêtes quant aux « méthodes » et aux prétendus cas « d'indiscipline » et aux prétendus cas « d'indiscipline ».

Les politiciens pourront continuer d'épiloguer sur les questions formulées. Les militants leur répondront en citant des faits : avant, pendant, et après le Conseil National.

COMMENT FURENT PRÉPARÉES LES EXCLUSIONS LES CONGRÈS FÉDÉRAUX

A aucun moment la question n'a été clairement posée par le C.A.P. Même dans les Fédérations « dociles », aucun document précis n'a été adressé pour faire la lumière sur « les cas d'indiscipline ». On comprend pourquoi : le sens politique de l'opération est apparu à trop de militants. Il a mieux valu laisser le Congrès se dérouler dans la vague.

Combien de délégués fédéraux (Pyrénées-Orientales, Oise, Meurthe-et-Moselle, etc.) sont venus en prétendant qu'ils n'étaient pas éclairés...

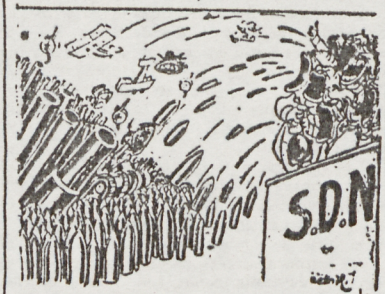
Cela résulte d'ailleurs de la seule lecture du *Populaire*. Le mandat donné aux Fédérations fut donné « en l'absence de précisions ». Il était plus facile ainsi au bureau du Parti de manoeuvrer, avec l'appareil du Conseil National.

Des Fédérations « de gauche » avaient mission d'exiger un engagement de discipline des exclus en vue de proposer la remise des sanctions.

Le Congrès de la Seine s'est préparé dans la confusion. Seule la motion C, défendue par nous, posait clairement le problème.

La motion Zyromski, dont les signataires avaient appuyé les exclusions, à la C.A.P. ou au C.F.M., n'osa pas s'avouer ouvertement pour les exclusions.

(Suite page 3)



Hier Aujourd'hui et Demain

L'unité syndicale et les incomptabilités

Les fusions syndicales posent de nombreux problèmes d'ordre statutaire à résoudre.

Dans les fédérations, l'accord au sommet subit une « éclipse ».

De nombreux permanents de la C.G.T.U. sont pourvus de mandats électoraux rétribués : conseiller général ou municipal de la Seine, député. Ils tiennent à conserver leur poste de permanent (également rétribué) dans l'organisation syndicale.

Les dirigeants réformistes ne veulent pas admettre le cumul des responsabilités, et s'affirment en principe pour l'incompatibilité de tout cumul de responsabilités syndicales et politiques. Cependant, dans le Pas-de-Calais, à la Fédération de l'Agriculture, etc., des parlementaires sont placés à des postes responsables. C'est Maës, c'est Chaussy, c'est Kléber Legay, le mineur conseiller général, c'est Vardelle, de la Haute-Vienne, etc... Tous politiciens électoralistes et confédérés « bien pensants ».

Les Staliniens « bien pensants », sont intraitables et se maintiennent candidats aux responsabilités syndicales les plus élevées. Ils sont également politiciens, électoralistes et... staliniens « bien pensants ».

Cette situation montre clairement la question sous son véritable aspect. Il ne s'agit pas d'une question de principe à résoudre, mais d'un problème politique : l'incompatibilité, pour les bureaucrates réformistes de la C.G.T., s'adapte aux circonstances. Pour Vardelle, Chaussy, Kléber Legay, etc., tout va bien. Ils font leur petite cuisine électorale locale et n'embêtent nullement les bonzes de la C.G.T.

Bien au contraire, ce sont d'excellents militants pour jouer le rôle de « soupape de sûreté » surtout dans des régions industrielles comme le Pas-de-Calais, le Nord ou la Haute-Vienne.

Mais, vis-à-vis des Staliniens, le contrôle de la direction réformiste ne peut s'effectuer directement. La politique est bien la même du côté unitaire comme du côté confédéré, mais celle des unitaires reste incontrôlée pour les dirigeants réformistes. D'où défiance...

Déjà dans certaine fédération, le problème est résolu au sommet, Gourdeau, conseiller général de Noisy-le-Sec, sera membre de la Fédération postale. Au Bâtiment, l'accord n'est pas réalisé, chez les cheminots pas davantage. Mais il semble

bien que les dirigeants confédérés acceptent en définitive après avoir reçu quelques apaisements supplémentaires de la part des Staliniens.

La base des syndicats, elle, s'élèvera avec force contre ces tractations de somnambule. Elle a son mot à dire. Elle devra se faire entendre dans les différents Congrès de fusion. Les syndicats révolutionnaires seront à l'avant-garde pour exprimer les sentiments des masses syndiquées.

Les syndicats révolutionnaires dénonceront la politique de compromission, d'électoralisme, de parlementarisme pourri, de stalinisme ou socialisme qui prétendent s'emparer des responsabilités syndicales. Ils diront que ces hommes ne représentent pas les intérêts des ouvriers mais leurs intérêts étroits, particuliers, ou ceux d'une politique de compromissions qui est celle du Front populaire, rassemblement des masses dirigé par tous les politiciens tarés de la III^e République bourgeoise.

Ils dénonceront tous ces faux arguments des bureaucrates réformistes qui défendent l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux quand ça les gêne, mais qui se gardent bien de parler des cumulés entre la rétribution syndicale et tous les prébendes de gouvernement ou des chambres syndicales patronales (Cours professionnels, par exemple).

« Pas le temps matériel de remplir les deux mandats », « terrains différents de lutte », etc., sont les arguments fournis quotidiennement aux militants. Ça ne tient pas. Terrains différents de luttes ? Oui, pour les cas concrets actuels. Mais pour des révolutionnaires, non. C'est la politique électorale, parlementaire des chefs des partis ouvriers qui donne le meilleur appui parmi les ouvriers aux arguments des réformistes collaborationnistes partisans de l'indépendance absolue vis-à-vis de la lutte révolutionnaire et champions de la politique de présence dans les anticambrages des ministères de la bourgeoisie. Ce sont les champions de l'incompatibilité pour camoufler leur politique de collaboration des classes.

Voilà le véritable caractère du problème des incompatibilités.

Les ouvriers révolutionnaires élimineront cette politique de faillite, en luttant pour entraîner leurs syndicats dans la lutte directe de classe contre le patronat et son Etat.

Romain Rolland remplit sa mission par Léon TROTSKY.

Dans *l'Humanité* du 23 octobre est reproduite une lettre de M. Romain Rolland, qui a pour tâche de répondre à la critique d'un quelconque pasteur suisse contre l'Union Soviétique. Nous n'aurions pas le moindre intérêt de nous immiscer dans l'explication entre l'apologiste du gandhisme et le pacifiste protestant, si M. Rolland lui-même n'avait pas touché en passant — d'ailleurs sous une forme extrêmement déplacée — un certain nombre de questions brûlantes d'un caractère général aussi bien que personnel. Nous ne pouvons et ne voulons pas exiger de M. Rolland une analyse marxiste, de la clarté politique ou du flair révolutionnaire ; mais nous aurions, semble-t-il, le droit d'attendre de lui de la clairvoyance psychologique.

Dans la justification de la terreur, dirigée par Staline avant tout contre son propre parti, M. Rolland écrit que Kirov fut assassiné par un fanatique, qu'appuyaient en secret des hommes tels que Kaménev et Zinoviev. Quels droits M. Rolland a-t-il de faire une déclaration si pleine de responsabilité ? Ceux qui l'ont inspirée à R. Rolland ont simplement menti. C'est précisément dans cette question, où la politique se rencontre avec

la psychologie, qu'il n'aurait pas été difficile à R. Rolland de se retrouver, si l'excès de zèle ne l'avait pas aveuglé. L'auteur de ces lignes n'a pas la moindre raison de prendre sur lui la moindre responsabilité pour l'activité de Zinoviev et de Kaménev, qui n'ont pas peu collaboré à la dégénérescence bureaucratique du parti et des soviets. Il est cependant inconcevable qu'on puisse leur imputer une participation à un crime qui, sans avoir aucun sens politique, contredit en même temps les conceptions, les buts et tout le passé politique de Kaménev et de Zinoviev. Même s'ils étaient devenus inopinément des partisans de la terreur individuelle (une telle hypothèse est fantaisiste), ils n'auraient nullement pu choisir Kirov pour victime. Pour qui connaît l'histoire du parti et sa composition personnelle, il est trop évident que Kirov, comparé à Kaménev et Zinoviev, était dans la bureaucratie une figure de troisième ordre ; son meurtre ne pouvait exercer aucune influence ni sur le régime, ni sur la politique. Même au procès contre Zinoviev et Kaménev (un des procès les plus éhontés !) la version primitive de l'accusation ne fut pas maintenue. Quel droit, sinon celui de faire du

Assistez en masse à l'Assemblée d'Information

du Mardi 3 Décembre à 8h.30, Salle F, au Palais de la Mutualité

(PLACE MAUBERT-MUTUALITE)

Les membres du Groupe Bolchevik-Léniniste exclus vous appelleront à la solidarité dans les sections et exposeront les solutions de notre tendance aux problèmes politiques de l'heure.

Entrée sur présentation de la carte du Parti ou des Jeunesses.

zèle, M. Rolland a-t-il donc de parler de la participation de Kaménev et de Zinoviev à l'assassinat de Kirov ?

Rappelons que, dans l'intention des initiateurs, l'accusation devait s'étendre aussi à l'auteur de ces lignes. Nombreux, sans doute, sont ceux qui se souviennent encore du rôle du « consul letton », agent provocateur de la G.P.O.U., qui tenta de recevoir des terroristes une lettre « pour la transmettre à Trotsky ». Un des stupéfiés de l'Humanité (il se nomme, je crois, Duclos) écrivit même dans son ardeur que la participation de Trotsky à l'assassinat de Kirov était « prouvée ». Toutes les circonstances de cette affaire sont exposées dans ma brochure « La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov ». Pourquoi Romain Rolland ne se hasarde-t-il donc pas à répéter cette grosse et impudente partie de l'amalgame thermidorien ? Uniquement parce que j'ai eu la possibilité de démasquer en son temps la provocation et ses organisateurs directs : Staline et Jagoda. Kaménev et Zinoviev n'ont pas eu cette possibilité : ils se trouvent en prison en vertu d'une accusation mensongère. On peut les calomnier impunément. Mais cela convient-il à R. Rolland ?

Soi-disant en liaison avec l'affaire Kirov, la bureaucratie anéantit des dizaines de gens, manifestement dévoués à la révolution, mais qui répréhendaient l'arbitraire et les privilèges de la caste dominante. Peut-être M. Rolland ira-t-il le nier ? Nous faisons la proposition d'une commission internationale, au-dessus de tout reproche par sa composition, pour enquêter sur les arrestations, procès, fusillades, déportations, etc., ne fût-ce qu'en liaison avec la seule affaire Kirov. Rappelons encore une fois que, lorsque nous avons jugé en 1922 les socialistes-révolutionnaires pour des actes terroristes, nous avons admis au tribunal Vandervelde, Kurt Rosenfeld et autres adversaires les plus en vogue du bolchévisme. Cependant la situation de la révolution était alors incomparablement plus difficile. M. Rolland acceptera-t-il notre proposition maintenant ? C'est tout ux, car cette proposition n'a pas été acceptée — et ne pouvait être acceptée — par Staline. Les mesures de terreur, qui furent prises dans la première période de la révolution, période « jacobine » pourraient-on dire, découlaient de la nécessité impérieuse de son auto-défense. De ces mesures nous pouvions donner un compte rendu public à toute la classe ouvrière mondiale. La terreur de la période présente, période thermidorienne, sert à la défense de la bureaucratie non tant contre l'ennemi de classe que contre les éléments avancés du prolétariat lui-même. Romain Rolland apparaît ainsi comme l'avocat de la terreur thermidorienne.

Dans ces tout derniers jours, la presse soviétique a annoncé la découverte d'un « trotskiste » se retrouvant avec des gardes-blancs et des criminels avec le but de... détruire des chemins de fer soviétiques. Pas un homme sérieux en Union Soviétique ne croira cette nouvelle tromperie thotée, qui jette une lumière terrible sur une série d'amalgames précédents. Cela n'empêche pas, pourtant, la clique stalinienne de fusiller plusieurs jeunes bolchéviques, accusés de lèse-majesté. Et quelle est l'attitude de M. Rolland ? Peut-être se métra-t-il à persuader les pasteurs sceptiques que les « trotskistes » détruisent véritablement les chemins de fer soviétiques ?

Nous publions ci-dessous quelques extraits du livre de M. Grossi, L'insurrection des Asturies, en souhaitant qu'il soit intégralement édité en français.

4 octobre

Dès le matin, de bonne heure, les rues de Mières (premier village minier d'où partit l'insurrection), présentent un aspect inaccoutumé. Extraordinaire affluence de travailleurs. Soit de nouvelles ; des questions, toujours les mêmes. Vifs commentaires. Passant des uns aux autres, la volonté collective, la passion unanime des travailleurs s'entretient. A mesure que les heures passent, la tension spirituelle s'accroît. Par dessus les têtes noires des mineurs, on sent une étrange agitation. Cela tient de l'angoisse, de la tragédie, de la menace. C'est l'annonce des grands événements, des hauts faits collectifs glorieux qui embellissent l'histoire des peuples.

La multitude noire arrive, en quête de nouvelles, à la Maison du Peuple. C'est un va-et-vient continu. Les mineurs entrent et sortent comme des abeilles ; de l'intérieur de la Maison du Peuple sort un bourdonnement de ruche. La Maison du Peuple remplace le temple et la caserne. Dans ses murs se forment la foi nouvelle et la nouvelle discipline. La vie sociale moderne y afflue et s'y engendre. En elle mûrissent les grands événements sociaux, les grands enlacements de l'histoire. Celui qui veut connaître notre temps et pénétrer dans l'avenir, qu'il tourne les yeux vers la Maison du Peuple !

Aujourd'hui, veille de bataille, nous nous rendons compte de l'influence exercée par l'Alliance Ouvrière sur les parias du sous-sol. A.O. Ces deux lettres ont acquis un pouvoir magique. Le meeting, la conférence, l'assemblée publique, le journal, le manifeste, les ont popularisés parmi les travailleurs. Aujourd'hui elles font parti de leur conscience collective. Ils se confient à elle parce qu'ils ont confiance en eux-mêmes, en leur union, en leur force. Dans ces moments, gros de dangers, les ouvriers espèrent tout de l'Alliance Ouvrière.

Vers 7 heures du soir, la nouvelle de la constitution du nouveau gouvernement est connue. Trois ministres de la Ceda (Confé-

Dans le domaine des questions générales de la politique, les affirmations de M. Romain Rolland ne sont pas moins catégoriques ni moins sujettes à caution. Dans le but de défendre la politique actuelle des Soviétiques et de l'Internationale Communiste, R. Rolland, d'accord avec son ancien rituel, revient à l'expérience de Brest-Litovsk. Ecoutez-le ! « En 1918, à Brest-Litovsk — écrit-il — Trotsky disait à Lénine : Nous devons mourir en gentilshommes. Lénine répondit : Nous ne sommes pas des gentilshommes, nous voulons vivre et nous vivrons. » Où M. Rolland a-t-il pris ces renseignements ? En réalité, Lénine ne fut jamais à Brest-Litovsk. Peut-être l'entretien eut-il lieu par fil ? Mais tous les documents de cette période sont imprimés et, bien entendu, ne renferment pas cette phrase, disons-le carrément, assez stupide, qu'un des informateurs de R. Rolland lui a soufflée pour qu'il la répande par la suite. Comment malgré tout ne s'est-il donc pas trouvé chez le vieil écrivain assez de sens psychologique pour comprendre le caractère caricatural faux du dialogue rapporté par lui ?

Ce n'est pas le moment d'entrer avec R. Rolland dans des discussions tardives au sujet des pourparlers de Brest-Litovsk. Mais puisque R. Rolland met maintenant en Staline presque autant de confiance qu'il en mettait naguère en Gandhi, nous nous permettons d'invoquer la déclaration que fit Staline le 1^{er} février 1918, c'est-à-dire aux dernières heures des décisions de Brest-Litovsk : « Une issue à la situation difficile nous fut donnée par une solution moyenne, la position de Trotsky. » Je cite non pas selon mes souvenirs ni après un entretien avec des interlocuteurs, fussent-ils haut placés, mais d'après les procès-verbaux officiels du Comité Central, publiés par les Editions d'Etat en 1929. La citation apportée (page 214) paraît à R. Rolland, sans doute, inattendue. Mais elle devrait le convaincre qu'il faut écrire avec quelque prudence sur des choses que l'on ne connaît pas.

M. Rolland nous apprend — à moi en particulier — que le gouvernement soviétique peut, en cas de nécessité, conclure des accords même avec des impérialistes. Pour faire de pareilles découvertes, est-il nécessaire d'aller à Moscou ? Chaque ouvrier français est contraint chaque jour de conclure des accords avec les capitalistes, tant qu'ils existent. A l'Etat ouvrier on ne peut pas refuser un droit, qui appartient à tout syndicat. Mais si, en concluant un contrat collectif, le dirigeant d'un syndicat déclarait qu'il reconnaît et approuve la propriété capitaliste, nous dirions d'un tel chef qu'il est un traître. Staline n'a pas simplement conclu un accord pratique ; mais, en plus de cela et indépendamment de cela, il a approuvé le renforcement du militarisme français. Chaque ouvrier français conscient sait que l'armée française existe avant tout pour constituer un rempart devant la propriété d'une poignée d'exploiteurs et pour maintenir la domination de la France bourgeoise sur soixante millions d'esclaves coloniaux. Si, sous l'influence d'un mécontentement légitime, provoqué dans les rangs ouvriers par la déclaration de Staline, on fait maintenant des tentatives, y compris par l'entremise de R. Rolland, pour expliquer que « presque » tout reste comme auparavant, nous n'en croyons pas un iota. L'approbation volontaire et démonstrative faite par Staline du mili-

tarisme français n'était pas destinée, il faut croire, à éclairer la bourgeoisie française, qui n'avait nul besoin d'un stimulant et qui l'accueillit tout à fait ironiquement. La déclaration de Staline pouvait avoir un seul but : en affaiblissant l'opposition du prolétariat français contre son propre impérialisme, acheter à ce prix la confiance de la bourgeoisie française dans la solidité de l'alliance avec Moscou. Cette politique, malgré toutes les réserves, est menée sans détour même aujourd'hui. Les cris de l'Humanité contre Laval ne changent nullement le fait que l'Internationale Communiste est une agence politique de la Société des Nations, où opère le même Laval, ou son compère Herriot, ou son partenaire britannique Baldwin, qui n'est nullement meilleur que Laval.

Avec une autorité peu fondée, Romain Rolland décrète que la nouvelle politique de l'Internationale Communiste continue à correspondre strictement à l'enseignement de Lénine. Ainsi la solidarité du Parti Communiste français avec la politique extérieure de Léon Blum, hier « social-fasciste », qui en tout cas est resté fidèle à lui-même ; la reptation à plat ventre devant Edouard Herriot, qui n'est nullement disposé à trahir le capital français ; le soutien par le Parti Communiste de la Société des Nations, cet état-major général des complots impérialistes — tout cela découle de l'enseignement de Lénine ? Non, M. Rolland ferait mieux de s'occuper de nouveau de l'enseignement de Gandhi.

L'avertissement très sage, plein de retenue et de justesse, de Marcel Martinet, par malheur, n'a servi de rien à R. Rolland. Au lieu de s'arrêter et de regarder de façon critique, il s'est définitivement placé dans les rangs des apologistes officiels de la bureaucratie thermidorienne. C'est à tort que ces messieurs se croient des « amis » de la révolution d'octobre ! La bureaucratie est une chose, la révolution en est une autre. Et pour le bourgeois conservateur Herriot, le commissaire du Peuple Litvinov est « mon ami ». Il ne s'ensuit pas que la révolution prolétarienne doive penser que Edouard Herriot est son ami.

Parler de l'avenir de la révolution, on ne peut le faire que dans une lutte implacable contre le régime de l'absolutisme bureaucratique, qui est devenu le pire frein du mouvement révolutionnaire. La responsabilité pour les tendances terroristes de la jeunesse soviétique retombe entièrement sur la bureaucratie, qui a, étouffé sous une chape de plomb l'avant-garde de la classe ouvrière et qui ne réclame de la jeunesse que d'être aveuglément soumise et de chanter les louanges des chefs. La bureaucratie a concentré dans ses mains de grands moyens, dont elle ne rend compte à personne. Ses moyens incontrôlés lui donnent en particulier la possibilité d'accueillir et de combler royalement quelques « amis » utiles. Beaucoup d'entre eux, par leur système psychologique, se distinguent peu de ces académiciens et journalistes français, qui sont les amis professionnels de Mussolini. Nous ne voulons nullement assimiler Romain Rolland à ce type. Mais pour qu'il ne s'efface-t-il si imprudemment la ligne de démarcation ? Pourquoi assume-t-il une mission qui ne lui convient pas ?

L. TROTSKY.

Le 31 octobre 1935.

Liberté pour les travailleurs emprisonnés en U.R.S.S.

Seconde lettre de N. I. Trotsky au sujet de son fils Serge

Le 1^{er} juin 1935 j'ai adressé à la presse une lettre, dans laquelle je communiquais que mon fils Serge, 27 ans, professeur à l'Institut supérieur de Technique à Moscou, n'ayant jamais participé à l'action politique, absolument loyal envers le pouvoir soviétique et n'étant même pas en correspondance avec son père, a été arrêté au début de cette année par Staline uniquement dans un but de répression visant l'activité politique de L.D. Trotsky. Cette communication provoqua une certaine inquiétude même parmi les soi-disant « Amis de l'U.R.S.S. ». Quelques-uns d'entre eux interrogèrent les représentants des autorités soviétiques à l'étranger et à Moscou. Il leur fut répondu que mon fils ne se trouvait soi-disant « pas en prison », mais qu'il était soumis à une observation spéciale pour empêcher d'entretenir des relations avec ses parents. En réalité, de telles relations n'existaient pas (précisément pour la sauvegarde de Serge lui-même), si l'on ne compte pas les rares communications de la part de mon fils et de la mienne, au sujet de la santé. Cependant, cette information d'après laquelle Serge n'est « pas en prison », tout paraît indiquer qu'elle est fautive. Dans le courant des trois derniers mois, j'ai envoyé au nom de la femme de mon fils par chèques bancaires une très modeste somme d'argent pour l'aider, si possible, à secourir Serge. N'ayant reçu d'elle aucun avis de réception, je m'adressai plusieurs fois en vain à la banque. Le 6 novembre, la Banque Norvégienne de Crédit me communiqua que « les ordres en question restent inexécutés, vu que la bénéficiaire n'a pu être trouvée à l'adresse indiquée ». Ainsi on a arrêté aussi la femme de mon fils, employée dans une bibliothèque, complètement en dehors de toute activité politique, et luttant difficilement dans ces dernières années contre la tuberculose. Il y a trois mois, cette jeune femme était encore en liberté et était la seule personne qui pouvait se procurer de Serge. La raison de cette arrestation ne pouvait être que ma tentative de lui envoyer de l'argent. N'importe quelle commission internationale de personnes de bonne volonté et honnêtes pourrait se persuader sans peine que l'arrestation de ma belle-fille n'avait et n'a pas d'autre raison. Je ne puis pas ne pas me demander : par quoi expliquer cette dernière arrestation ? Est-ce uniquement dans un sentiment de vengeance personnelle sans la moindre justification et signification politique ? Ou est-ce que Staline trouve nécessaire de cacher devant l'opinion publique le sort réel de mon fils ? Je ne puis pas me défaire de la pensée que le bruit lancé par les autorités soviétiques que mon fils n'est « pas en prison » revêt, en liaison avec les nouvelles circonstances, un sens particulièrement fatal et irréparable. Si Serge n'est pas en prison, où est-il alors ? Et où donc est maintenant sa femme ?

Nathalie TROTSKY.

le 15 novembre 1935.

Après les élections en Angleterre L'Impérialisme britannique a la voie libre

Les élections générales anglaises ont eu lieu. Le scrutin a ouvert une brèche dans la majorité conservatrice, mais elle conserve 385 sièges. Les travaillistes passent de 82 sièges à 154, auxquels s'ajoutent quatre sortants de l'I.L.P. et un communiste.

Le chiffre des voix travaillistes n'a atteint pas celui de 1929. Dans les circonscriptions industrielles du Lancashire, du Yorkshire, des Midlands, les gains sont médiocres. Dans l'ensemble, les résultats sont très loin de représenter la vague de fond qui devait balayer les positions des conservateurs et qu'annonçaient encore il y a quelques mois les élections partielles.

Pourquoi ? Parce que ce n'est pas sur la misère des mineurs et des chômeurs que la politique du Labour a appelé les travailleurs à se prononcer. C'est sur la politique des sanctions et la politique « pacifiste » de l'impérialisme anglais à Genève et dans la Méditerranée !

A cette politique de l'impérialisme, l'adhésion des chefs majoritaires du Labour a donné le caractère d'une véritable union nationale dans laquelle ne pouvaient se fourvoyer les ouvriers. A cette politique de la bourgeoisie anglaise conduite par les conservateurs et dont les chefs du Labour s'étaient constitués les prisonniers, ils n'apportaient qu'un « amendement » pacifiste, le vœu pieux du désarmement (mitigé par les déclarations du travailliste Alexander, ancien ministre de l'Amirauté royale, sur la puissance de la flotte sous son ministère).

Ce n'est pas l'enthousiasme des fêtes du jubilé (!), comme le croit Blum, c'est l'attitude du Labour sur les sanctions impérialistes qui est la cause du piètre succès des travaillistes. Quant aux communistes ils ont renoncé à jouer le moindre rôle de ferment révolutionnaire.

Et maintenant ? L'impérialisme britannique a la voie libre, appuyé sur son opposition pacifiste... Sa politique sur la carte du monde pourra être poursuivie malgré les difficultés qui s'amoncellent. Le conflit avec le Japon pour le contrôle de la Chine du nord s'aggrave. Dans le Yémen, en Egypte, les peuples soumis s'agitent. La guerre abyssine traîne. Les travailleurs britanniques ont-ils été mis en état de profiter de ces secousses mondiales pour travailler à leur libération ? Ont-ils été mis en état de servir la lutte libératrice des coloniaux assujettis par la « vieille Albion » ? Au contraire, la politique du Labour a contribué à ouvrir les voies à la politique de la bourgeoisie britannique pour le malheur des travailleurs britanniques, des coloniaux et des victimes des prochains conflits.

les premiers à se lancer dans le mouvement. Les gardes, à l'exception de deux ou trois, qui sont immédiatement désarmés, se joignent au mouvement.

Le 5 au matin, commence l'attaque de la caserne des gardes civils. Elle est difficile et longue. On manque d'une direction ferme, de discipline, chaque révolutionnaire agit à sa façon. On ne songe pas une minute à parlementer. Il est presque certain que la garde civile se rendrait, évitant ainsi une perte de temps et du sang versé.

La prise de la caserne de la garde civile dura près de huit heures. De fait, la victoire ne fut obtenue que grâce aux renforts venus de Ujo, Santa Cruz et Figarido. Dans cette attaque contre la caserne de Turon, le commandant du poste et deux ou trois gardes perdirent la vie.

6 octobre

Le 5, à 11 heures du soir, devant le Comité de Mières, je rends compte du déroulement et du résultat de la bataille de Mauzaneda. Notre objectif est aujourd'hui de marcher sur Oviedo. La conquête de la capitale asturienne ne peut se faire que grâce à une action d'encerclement.

Ces Comités révolutionnaires ont été constitués dans toute la région. Dans la nuit du 5, les milices révolutionnaires qui doivent réaliser l'opération ont été organisées. Des directives appropriées ont été données aux Comités de Turon, Ujo et Figarido, pour qu'ils les communiquent aux travailleurs.

Nous décidons d'occuper les environs d'Oviedo pendant la nuit, afin de commencer l'action à la pointe du jour. La marche commence au milieu de la nuit. Le passage de Olloniego à Oviedo se fait avec certaines difficultés. Nous savons que les gardes d'assaut et les soldats se sont retirés ; mais nous ne savons pas s'ils l'ont fait jusqu'au centre de la localité ou s'ils sont restés dans les environs.

Des coups de feu éclatent dans la nuit. Ils nous remplissent d'indécision. Plus tard, nous apprenons que les coups de feu sont tirés par des gardes d'assaut fuyant vers le montage.

Les points stratégiques signalés par le Comité sont les suivants : route de Trubia, route de Mières, route Sama, colline de Naranco, fabrique de la Mangaya, et divers autres.

(A suivre.)

L'insurrection des Asturies

par Manuel GROSSI.

dération des droites dirigée par Gil Roble et les monarchistes) en font partie. Au premier moment, les ouvriers se refusent à le croire. Comment ! Est-ce possible que la République se livre ainsi ? La nouvelle se confirme. L'indignation succède à la stupeur. Les sourcils se froncent et les yeux battent de colère. Les poings se ferment et se lèvent presque instinctivement.

...Neuf heures du soir. La nouvelle de l'entrée de la Ceda dans le gouvernement reçoit une confirmation définitive. Les esprits sont extraordinairement excités. La bataille est proche. L'armée rouge est à sa gestation ultime. L'horloge de la révolution ne s'arrêtera plus.

Vers les 10 heures du soir, je me rencontre avec Ramon Gonzalez Pena. Nous échangeons nos impressions sur l'attitude à adopter. Nous nous mettons facilement d'accord : il est nécessaire de déclencher l'insurrection. Mais il faut auparavant réunir l'Alliance Ouvrière et consulter la Commission Exécutive du P.S. et de l'U.G.T. A minuit, on pourra avoir une réponse.

...Minuit. Les nouvelles reçues sont favorables au mouvement. Tout est prêt. Il n'y a plus qu'à appliquer une allumette sur la mèche de l'insurrection. Nous l'appliquons sans trembler, avec gravité, mais avec la volonté de vaincre.

5 octobre

De combien d'armes disposons-nous au moment de déclencher l'insurrection ? Par suite du fameux débarquement de contrebande de San Esteban de Pravia, aucune arme n'était arrivée à Mières. C'est vingt jours avant le mouvement qu'arriva un camion à la fabrique de Mières. Dans le fond se trouvaient quelque deux cents fusils allemands. Soigneusement examinés, nous les pourvûmes de culasses. Nous ne pûmes utiliser qu'une trentaine de ces fusils.

Au début, nous dûmes utiliser des fusils de chasse et des outils agricoles, utiles en cette occasion. La dynamite fut utilisée de préférence.

Notre premier objectif consistait à isoler, sans que l'ennemi s'en doute, les casernes de la force publique : garde civile et garde d'assaut. Malheureusement, vers 10 heures du soir, une cartouche de dynamite avait éclaté, jetant l'alarme chez les éléments réactionnaires. La force publique patronilla dans les rues durant la nuit.

A 1 heure du matin, nous décidâmes de commencer l'action, avec toutes ses conséquences. Nous étions informés que la région minière de Saura, Pola de Serra, Riaza, etc..., entrerait en action à la même heure.

Les premiers coups de feu éclatèrent. Le premier camarade qui perdit la vie pour la révolution est Macario Alvarez, membre du Parti communiste.

...Les insurgés avaient été organisés par groupes de trente, chaque groupe obéissait avec discipline à un chef.

A 7 heures, nous décidâmes de commencer la lutte pour nous emparer de la Mairie. Sa garde avait été confiée aux gardes d'assaut. L'attaque commença. Après une demi-heure de feu nourri, nous cessons et invitons le sergent qui commandait les forces ennemies à se rendre. Pour toute réponse, le sergent ordonne à ses hommes de continuer le feu... Cinq minutes après, la Mairie passe entre nos mains. Vers 8 h. 30 du matin, une foule de plus de deux mille personnes entourait la Mairie, occupée par les ouvriers insurgés. Je proclame, du haut d'un des balcons, la République socialiste. L'enthousiasme est indescriptible. Les hurrahs pour la Révolution et la République socialiste se succédaient. Lorsqu'on put à nouveau s'entendre, je donnai des instructions pour continuer l'action.

Vers la même heure, de violentes attaques contre les casernes se déroulaient dans toute la région minière...

Après avoir raconté la prise de la caserne et de l'Hôtel de Ville de Mières, Grossi parle de la nomination du Comité révolutionnaire.

Avant de commencer l'attaque des ca-

sernes, nous avons pris l'accord de quatre camarades pour constituer un Comité provisoire. Il devait être remplacé par un autre nommé officiellement, dès que nous aurions dominé la localité.

Installés à la Mairie, nous procédâmes à la nomination du nouveau Comité révolutionnaire. Comme membre du Comité de l'Alliance Ouvrière, je suis chargé de faire les désignations. Je constitue le Comité avec deux socialistes, deux anarchistes, deux communistes du parti officiel et moi comme représentant de l'Alliance ouvrière et du Bloc ouvrier et paysan.

Les camarades socialistes et anarchistes me font quelques observations, dans le sens de l'exclusion du Comité des deux communistes. Je m'y oppose. Les communistes se sont battus depuis le premier moment comme d'excellents révolutionnaires... Mières devient immédiatement le centre de l'insurrection asturienne. La prise des casernes nous a approvisionné d'un bon nombre d'armes. Mais pas autant que nous en avions besoin. Nous sommes harcelés par des centaines de travailleurs qui réclament des armes. Ils veulent se battre, et faire partie de l'armée rouge. Faut-il d'autres armes, la majorité dut se battre avec la dynamite.

Après la prise d'Abiana, c'est celle de Turon.

La région de Turon fut, en d'autres temps, une forteresse du communisme. On l'appelait Turon-la-Rouge. Mais depuis quel temps, les mineurs de cette région donnaient des signes d'une grande désorientation. La majorité avait abandonné les organisations ouvrières, pliant devant l'entrepris.

Mais on n'abandonne pas si facilement un idéal. Il n'attendait qu'une circonstance propice pour se manifester. Cette circonstance se présenta aux travailleurs de Turon.

A l'heure même où la lutte commençait à Mières, les ouvriers de Turon, qui paraissaient soumis à la volonté des patrons, sont

Après le Conseil National S.F.I.O.

(Suite de la première page)

Le fait que la motion B (Gauche révolutionnaire) avait négligé de situer politiquement la question, parlant selon la phraseologie du S.A.P. (groupement qui anime la gauche révolutionnaire) « de nos méthodes », n'était pas pour arranger les choses. Bien que la motion de la « Gauche révolutionnaire » fut venue, depuis Mulhouse, s'interposer entre la Bataille Socialiste et nous, refusant catégoriquement la motion commune, avec les B.L., bien que d'autre part, en raison des exclusions (tous les députés-maires réformistes avaient battu individuellement le rappel par circulaires « municipales »), le nombre des présences ait été augmenté considérablement dans les sections, nous avons groupé 530 mandats. De nombreux militants inscrits à la fraction de la « Gauche révolutionnaire » étaient partisans d'une motion commune, et certains même ont, pour bien manifester leur solidarité effective et non verbale avec les B.L. menacés, exprimé leur volonté de voter notre motion. Seule la menace d'exclusion de la G.R. les en a empêché. De tels faits sont révélateurs de la faute qu'ont commise les camarades dirigeants de la G.R., en refusant par souci « de ne pas trop se compromettre avec les B.L. » la motion commune. Il est clair qu'il existe un courant qui pousse tous les révolutionnaires au rassemblement sur une même politique précise, malgré les timorés, les bavards, les confusionnistes professionnels, en un mot les « sapistes », qui ont fait tout ce qu'ils ont pu pour jeter au sein de la G.R. la suspicion contre nous, et continuent ce travail néfaste, en utilisant les hésitations et les inquiétudes légitimes des militants honnêtes.

DEVANT LE CONSEIL NATIONAL

En l'absence de toute discussion sérieuse, de toute position précise, de tout mandat précis, il était difficile de voir autre chose, sinon la volonté implacable de la bureaucratie d'aboutir à ses fins, en créant et en utilisant la confusion.

Le Conseil National avait délégué pour nous entendre une Commission.

Nous nous sommes présentés devant cette Commission en remettant une déclaration que nous avions lu précédemment à la dernière session du Congrès Fédéral. Nos camarades de l'Entente des Jeunes avaient fait des déclarations dans le même sens.

Au sein de la Commission, composée de militants comme Midon (Meurthe-et-Moselle), Mayneris (Pyrénées-Orientales), surveillés par des membres de la C.N.C., la discussion s'est engagée.

La version présentée par des membres de la Commission était celle-ci : « La question est statutaire, non politique. On nous reproche non votre politique, mais « des faits d'indiscipline ».

— Lesquels ? avons-nous demandé. On n'en a trouvé aucun.

On a dû ajouter : « Il ne s'agit pas tant de faits d'indiscipline que du ton des articles et des termes « injurieux » à l'égard de dirigeants.

« Nous sommes chargés de vous demander de vous montrer disciplinés, d'exprimer l'engagement, moyennant quoi l'affaire pourra être arrangée et vous ne serez pas exclus. »

Nous avons répondu qu'il ne s'agissait ni d'injures ni d'indiscipline, mais bien d'appréciations politiques nettes et vigoureuses. Nous avons ajouté que nous étions cependant disposés à faire sur le terrain de la discipline toutes les concessions qui nous seraient demandées, ne fût-ce que pour pouvoir mettre à nu la volonté implacable de scission de la bureaucratie qui veut chasser les partisans du défaitisme révolutionnaire et de l'IV^e Internationale, et notre volonté de rester côte à côte avec les militants révolutionnaires des sections pour continuer le combat.

Au terme de discussion, la Commission nous a présenté un texte contenant l'engagement qui nous était proposé.

Voici ce texte :

Les soussignés, frappés d'exclusion par le C.N.C. et ayant interjeté appel devant le C.N., déclarent regretter les termes employés dans les colonnes de la Vérité pour défendre notre tendance.

Reconnaissons qu'il serait nuisible à l'action générale du Parti d'attaquer son action en des termes susceptibles de donner des armes à nos adversaires et parlant de porter préjudice au Parti.

Nous engageons pour l'avenir à respecter règlement, discipline et décision de Congrès, ceci en portant en aucune façon préjudice aux droits qu'a tout militant de défendre ses conceptions, à l'intérieur du Parti.

Nous avions vainement essayé d'obliger la Commission, composée d'une majorité de gauche, à répondre d'une manière précise au problème politique : la propagande publique pour le défaitisme révolutionnaire, qui est le seul cas d'indiscipline relevé, constitue-t-elle à votre avis une indiscipline ?

Les termes de la Vérité constituent-ils des injures ou des appréciations politiques ?

A chaque fois le président de gauche Midon nous répondait que sur le terrain politique il n'était pas loin d'être d'accord avec nous.

Que devons-nous faire ? Nous avons décidé de montrer, une fois de plus, notre volonté de concession sur le plan de la discipline, et, dans ce seul but, de signer la déclaration qui nous était demandée.

De leur côté, les J.S., réunies dans leur Congrès, avaient pris une décision analogue, en ajoutant qu'elle ne signifiait aucun renoncement des tâches et devoirs des J.S.

Des membres dirigeants de la Gauche révolutionnaire répandaient l'illusion naïve, conforme d'ailleurs à toute leur position sur la question, que, dans ces conditions, le Conseil National ne pourrait nous exclure.

Nous répondions en soulignant combien grandes étaient leurs illusions dans la bureaucratie.

Retenons cependant qu'ils étaient d'accord pour estimer l'importance de notre concession, et que les arguments habituels sur les maladrotes, les méthodes « impossibles » faisaient plutôt piètre figure. Vainement a-t-on cherché, et cherchera-t-on à montrer que le maintien des sanctions a été déterminé par « l'intransigeance » des J.S., qui firent les mêmes déclarations que nous.

Donc, c'est un fait que nul ne saurait nier et qu'il faut retenir fermement : Nous avons fait sur le terrain formel le maximum de concessions possibles.

LA REPONSE DE LA BUREAUCRATIE

On connaît la réponse de la bureaucratie : tout d'abord l'effroi en constatant que nous avions fait des concessions auxquelles elle ne s'attendait pas ; puis le maintien des exclusions.

Cette décision prévue, irrévocable (puisque, comme nous l'avions vu, le patriote Grumbach et la majorité de la C.A.P., avec Zyromski, n'avaient même pas hésité à situer la question sur le terrain politique) a été agrémentée d'une manœuvre du Populaire. Le lendemain des exclusions, le 18 novembre, le Populaire a annoncé que le C.N. avait prévu la possibilité de réintégration par les Fédérations et à cet égard demandait dans une adjonction à la motion d'exclusion un examen « bienveillant ». Cela, c'était pour noyer le poisson, et montrer aux lecteurs du Pop qu'après avoir pris quelques sanctions disciplinaires sans importance, on n'hésitait pas à se montrer « bienveillants ». En même temps, on passait sous silence l'engagement signé par les exclus adultes à la demande la Commission et qui devait, d'après la Commission, suspendre les sanctions.

Nous avions, en ce qui nous concerne, prévu la signature des demandes de réintégrations lorsque le lendemain, dans le Pop du 19 novembre, dans une rectification mesquine, nous avons lu que l'adjonction concernant la réintégration devait être considérée comme nulle et non avenue. Il fallait lire le maintien des exclusions sans autre « adjonction ».

Cette manœuvre classique qui rejoint celle des comptes rendus du C.N.M. du 18 août par Lagorgette, illustre typiquement l'attitude de la bureaucratie, et montre tout le néant des illusions entretenues par ceux qui d'une part se prétendent hostiles à cette bureaucratie, mais d'autre part sont pour les formules diplomatiques, le salut aux chefs, la grande amitié et autres sottises.

LA LEÇON DES PREMIERES EXCLUSIONS QUE FAIRE ?

Nous devons constater que le maintien des sanctions, dont nous avions dès le début montré le sens politique et uniquement politique, consacre l'effondrement des illusions de certains « gauches ». Il

était clair que la bureaucratie voulait se séparer coûte que coûte des luteurs les plus conséquents contre sa politique de collaboration de classe et d'union sacrée, que là était la cause déterminante des exclusions, que les considérations de formes, de tons, de méthodes, entraient pour un millième dans la question.

Malgré cela, nos camarades de la Gauche révolutionnaire ont cru utile d'accorder la première place à ce millième.

Autre constatation : malgré notre volonté de concession, malgré le consentement de la concession la plus grande qui se puisse faire, malgré ses promesses si cette concession était faite, et elle fut faite, la bureaucratie a maintenu les sanctions.

La leçon à tirer est claire : en premier lieu, tout militant qui a quelque ambition au titre de révolutionnaire doit considérer comme nulles et non avenues les exclusions, cyniquement affirmées sur le terrain politique, et contre les représentants de la tendance qui lutte de la manière la plus énergique contre la politique d'union sacrée et pour la politique révolutionnaire.

EN CONSEQUENCE, LES EXCLUS DOIVENT ETRE MAINTENUS DANS LES SECTIONS.

Deuxièmement, la politique révolutionnaire des B.L. continue, plus énergiquement encore que par le passé.

Cela signifie : Puisque l'appareil conservateur, pour faciliter ses combinaisons dans les sombres du Front populaire, expulse les révolutionnaires, ces derniers doivent faire confiance avant tout à la combativité des masses ouvrières. Dans chaque quartier et dans chaque commune, organisons la représentation des masses inorganisées dans des comités d'action.

Donnons la parole aux exploités, pour élire leur propre direction et organiser leurs luttes.

Front unique avec nos camarades de la gauche, pour réaliser ensemble ce mot d'ordre, partout où ce sera possible, partout où nous avons la majorité dans les sections.

Puisque l'appareil conservateur fait confiance au Parlement pour dissoudre les bandes fascistes, et expulse les premiers et les plus énergiques partisans des milices et de l'armement des ouvriers, plus que jamais réalisons dans chaque quartier, dans chaque commune les milices et l'armement des ouvriers.

Puisque la propagande publique pour le défaitisme révolutionnaire a été le seul fait qui ait été relevé par la bureaucratie et considéré comme la cause d'exclusion, particulièrement pour les Jeunes continous avec l'Entente de la Seine et les Fédérations minoritaires la propagande contre l'union sacrée et pour le défaitisme révolutionnaire.

Puisqu'il s'avère même pour les plus aveugles que la bureaucratie s'est accaparé le Parti et gouverne au moyen de la majorité des mandats des sections municipales (Puteaux, Suresnes, Boulogne, Marseille, Lille, etc...), que la conquête de la majorité est dans ces conditions un leurre et une absurdité, à l'égal de l'illusion réformiste de la conquête de la majorité dans la Société, il faut tirer de cette constatation que la seule issue est non seulement dans l'action révolutionnaire

non seulement séparée de la révolution sociale, mais encore opposée à elle, comme un moyen spécifique d'arrêter la guerre. C'est une vieille conception des anarchistes, depuis longtemps mise en pièces par la vie. La grève générale sans insurrection victorieuse ne peut pas empêcher la guerre. Si, dans les conditions de la mobilisation, l'insurrection est impossible, alors la grève aussi est impossible.

Dans un des paragraphes suivants, nous lisons : « L'I.L.P. provoquera la grève générale contre le gouvernement britannique, si ce pays se trouve attiré d'une façon ou d'une autre dans une attaque contre l'Union Soviétique... » Si par la grève générale on peut prévenir toute guerre, alors, évidemment, on peut à plus forte raison raison arrêter la guerre contre T.U.R.S.S. Mais nous entrons ici dans le domaine des illusions : inscrire dans des thèses la grève générale, comme un châtiment pour un certain crime du gouvernement, signifie tomber dans l'erreur de la phrase radicale. Si l'on pouvait provoquer la grève générale selon son désir, le mieux serait de la provoquer aujourd'hui même, pour empêcher le gouvernement britannique d'opprimer l'Inde et de collaborer avec le Japon pour opprimer la Chine. Les chefs de l'I.L.P. nous répondront, sans doute, qu'ils n'ont pas la force de le faire. Mais rien ne leur donne le droit de jurer qu'ils auront la force de provoquer la grève générale le jour de la mobilisation. Et, s'ils le peuvent ce jour-là, pourquoi se borner à la grève ? En réalité, la conduite du parti au moment de la mobilisation découlera de ses succès antérieurs et de toute la situation du pays. Le but de la politique révolutionnaire doit être non pas la grève générale isolée, comme moyen spécial d'arrêter la guerre, mais la révolution prolétarienne, dans laquelle la grève générale entre comme un élément fondamental nécessaire ou fort probable.

Un cas semblable est théoriquement possible. Si la guerre, selon l'expression de Clausewitz, « est la continuation de la politique par d'autres moyens », la lutte contre la guerre aussi est la continuation de toute la politique précédente de la classe révolutionnaire et de son parti. Il découle de là que la grève générale ne peut s'inscrire à l'ordre du jour, comme moyen de lutter contre la mobilisation et la guerre, que dans le cas où toute l'évolution antérieure du pays a mis la révolution et l'insurrection armée à l'ordre du jour. Mais, prise comme un moyen « spécial » de lutter contre la mobilisation, la grève générale est une pure aventure. Si on laisse de côté le cas possible, mais malgré tout exceptionnel, où le gouvernement se jette dans la guerre, pour se sauver d'une révolution immédiatement menaçante, il reste comme règle générale que c'est juste avant, pendant et après la mobilisation, que le gouvernement se sent le plus fort et, par conséquent, le moins disposé à se laisser effrayer par la grève générale. L'état d'esprit patriotique, qui accompagne la mobilisation, combiné à la terreur militaire, rend la grève générale, dans ce moment, en règle générale, sans espoir. Les éléments les plus courageux qui, sans s'être rendus compte de la situation, se lancent dans la lutte, seront écrasés. La défaite et l'extermination partielle de l'avant-garde rendront pour longtemps plus difficile le travail révolutionnaire dans l'atmosphère du mécontentement engendré par la guerre. Une grève provoquée artificiellement doit inévitablement n'être qu'un putsch et un obstacle sur la voie de la révolution.

Dans ses thèses, adoptées en avril 1935, l'I.L.P. écrit : « La politique du Parti a en vue la grève générale pour arrêter la guerre et la révolution sociale au cas où la guerre éclaterait. » Engagement étonnamment précis, mais — hélas ! — absolument fictif. La grève générale est ici

Les luttes ouvrières

Brest et Toulon ont été un sursaut magnifique d'un prolétariat qui voulait combattre la bourgeoisie et son Etat de classe. La politique du Front populaire a servi à étouffer la lutte des classes. Les décrets-lois n'ont pas provoqué d'autres luttes, devant cette trahison ouverte des organisations ouvrières et l'attitude scandaleuse de la presse ouvrière.

Les luttes ouvrières se multiplient à nouveau. Ce sont les métallos qui entrent en lutte directe contre un patronat puissant, décidé à résister aux attaques, à imposer ses volontés d'exploiteur du peuple travailleur.

A Saint-Chamond, centre métallurgique important pour le matériel de guerre, 3.000 métallos sont en grève depuis le 15 novembre. Ils ont à faire aux représentants du Comité des forges, à un Théodore Laurent qui, à lui seul, contrôle plus de quatre milliards de capitaux d'exploitation. Mais aux Acieries et Forges de la Marine de Saint-Chamond, les ouvriers ne sont pas décidés à s'incliner et à accepter les salaires de famine que veulent leur imposer le patronat du Comité des forges.

Ils luttent pour un salaire de garantie, pour un contrat collectif de travail. En face d'une situation financière en

mauvaise posture, créée par eux, les grands maîtres de la métallurgie s'approprient à une nouvelle attaque d'envergure contre le niveau de vie des métallos. Ceux de la Loire montrent la voie à suivre : celle de l'action directe de classe.

Cet exemple de combativité sera suivi. Déjà, à Agen, dans une usine de guerre, plus de trois cents ouvriers sont aussi en grève. Ils ont engagé la lutte courageusement.

Et partout nous voyons les grévistes organiser eux-mêmes leurs organismes de sécurité : les piquets de grève. A Saint-Chamond, le prolétariat en lutte est soutenu par toute la population laborieuse de la région.

Tous les métallos de la région parisienne, qui subissent aussi une exploitation honteuse et sont soumis à des méthodes de rationalisation qui accélèrent le rythme de la production, se tournent vers leurs camarades de la Loire. Une leur d'espoir apparaît. La politique des chefs électoralistes du Front populaire, aidés de la complicité des chefs syndicaux réformistes ou stalinistes, masque la véritable voie du salut pour les travailleurs. Il faut sans délai poser le problème de l'élargissement des luttes engagées dans la Loire.

Le Congrès du Comité de Vigilance des Intellectuels

Un camarade qui a participé au Congrès du Comité de Vigilance des Intellectuels nous écrit :

Dans le Congrès, s'est déroulé une lutte entre les délégués stalinistes (surtout Baby et Cogniot) et les éléments plus ou moins influencés par la gauche socialiste, et même quelques révolutionnaires. Dans l'ensemble, une résistance s'est affirmée contre les tendances militaristes et stalinistes du P. C. et contre le réformisme absurde des nouveaux disciples d'Herriot.

A noter l'exhibition intempestive des dirigeants du Front Populaire, Blum, Daladier, Racamond, Gitton... Ils se griffèrent doucement tout en se passant la pomme. Gitton déclara que le P. C. était à l'avant-garde avec les radicaux, « malgré certaines résistances » (toc pour Blum) : Racamond se déclara boulangier, mais rappela que le père de Daladier l'était aussi (ce bloc enfariné ne nous dit rien qui

au sein des masses, mais encore dans l'organisation d'une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat.

C'est là la signification véritable de notre mot d'ordre pour la IV^e Internationale, pour le rassemblement de tous les révolutionnaires dans une unité solide, durable qui n'allie pas l'eau avec le feu, c'est-à-dire les représentants de la bourgeoisie du type Grumbach et les ouvriers révolutionnaires.

Camarades, la bureaucratie veut expulser, décimer les bolcheviks-léninistes, comme prélude d'une action d'envergure contre tous les révolutionnaires, dans le P. d'abord, et dans la classe ouvrière tout entière.

Solidarité avec les exclus.

Rassemblement de tous les révolutionnaires autour d'une politique de combat.

vaillè !). Blum disserta sur la République de Platon, Stendhal, etc... sans s'aventurer dans « la politique ».

Guéhenno, dans une intervention, attaqua un président qui avait lâché le pouvoir, alors qu'il n'aurait pas dû le faire... Daladier devint rouge jusqu'aux oreilles, et partit sans faire de discours. (Guéhenno se dégonfla d'ailleurs en déclarant qu'il ne « visitait personne qui était présent dans la salle » !)

A noter l'intervention pacifiste de Modiano (de la Gauche Révolutionnaire), qui envisagea les sanctions autonomes du prolétariat, « mais pour soutenir Genève ».

Laurette, de Denain, développa une position révolutionnaire conséquente sur le problème de la guerre et du Front populaire. Naturellement Cogniot et ses amis se répandirent en attaques contre les « trotskystes ».

En conclusion, après des débats ardents à la Commission des Résolutions, des résolutions furent votées. Le « Populaire » les a publiées, mais l'« Humanité » ne l'a pas fait.

Dans ces résolutions, on déclare que le Comité doit continuer au Front populaire à « maintenir son opposition irréductible à l'Union sacrée ». On n'y approuva pas expressément le pacte franco-soviétique (malgré les efforts des stalinistes), mais on dit que « la France (?) doit s'efforcer d'agir (?) d'accord, non seulement avec la Russie Soviétique, qui a proposé au monde le désarmement général, non seulement avec la démocratie anglaise, qui applique le pacte de la S.D.N., mais avec tous les peuples, quel que soit leur régime intérieur, afin de mettre la guerre hors les faits ».

A noter que Baby et Cie tentèrent en vain de faire remplacer ce texte, d'ailleurs entièrement dans l'esprit de l'I.O.S., par un appel au refus de toute entente avec « les peuples non démocratiques et qui veulent la guerre ».

D'autre part, un texte affirme que le Comité « continuera à veiller pour que l'admirable élan des masses populaires ne soit pas détourné de ses buts », et qu'il travaillera « au changement profond du régime économique », phrase qui eut le don de mettre hors d'eux les nouveaux amis de MM. Herriot, Sarraut et Cie.

SOUTENONS LES PROLETAIRES INDOCHINOIS

Grande grève en Cochinchine

Les 4, 5 et 6 novembre, dix mille ouvriers des fabriques de boîtes d'allumettes de la grande banlieue de Saigon ont mené la grève totale en riposte aux brutalités et aux exactions commises par le gendarme Nattali. Cette grève a été poursuivie dans le plus grand enthousiasme. Aucune défection n'a été enregistrée.

Les jours anniversaires de la révolution russe d'Octobre, des drapeaux rouges et des tracts ont surgi dans les usines, dans les quartiers populaires des principaux centres de Cochinchine.

Il faut faire connaître l'organe de combat des conseillers municipaux ouvriers de Saigon, LA LUTTE (99, rue Lagronnière, à Saigon) qui apporte chaque semaine des faits nombreux sur les luttes prolétariennes en Indochine et l'abominable répression policière du gouvernement général.

CE QU'IL FAUT LIRE

- Lé Plan de la C. G. T. 0 50
- Les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923) 16
- L. Trotsky. L'assassinat de Kirov et la bureaucratie stalinienne 3
- L. Trotsky. L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme 1
- L. Trotsky. Cours Nouveau (1923) 3
- L. Trotsky. Problèmes de la Révolution allemande 1 50
- P. Frank. La Semaine du 6 au 12 Février 1 50
- Victor-Serge. Les problèmes de l'illégalité 0 50
- J. Martin. Les problèmes révolutionnaires de l'Algérie 1

Samedi 4 Janvier 1936, à 21 heures
GRANDE FÊTE
 des
Amis de "La Vérité"
Concert - Bal de Nuit
 Attractions, Cotillon, Buffet
 et le Jazz « Pif-Paf-Pouf », sous la direction du Maestro DIAVOLO
A LA SALLE ALBOUY
37, rue Albouy - Métro Lancry
 et le Jazz « Pif-Paf-Pouf », sous la direction du Maestro DIAVOLO
 Retenez vos places. Prix d'entrée : 5 francs, donnant droit à dix billets qui participent à une grande Tombola, tirée le soir de la Fête.
 A tous les amis de « LA VERITE » d'assurer le succès de cette soirée. Procurez-vous des billets auprès des membres du G. B. L.

Soutenir et diffuser "La Vérité"

La vente au numéro du numéro 251 marque un léger progrès. Les groupes de la région parisienne améliorent leurs ventes. De grands efforts sont encore à accomplir. Le 20^e, le 16^e, le 14^e ont augmenté la diffusion de notre journal. Argenteuil tient le coup et vend régulièrement cent numéros à chaque parution. Voilà un exemple à suivre.
 La province se maintient. Lyon, Grenoble, Marseille sont les meilleurs.
 Mais la vente ne suffit pas ; faire des abonnés est aussi un devoir, c'est assurer une stabilité financière au journal. Souscriptions et abonnements ne sont pas ce qu'ils devraient être.
AU MOMENT OU NOTRE JOURNAL SUBIT LES ATTAQUES DES CHEFS REFORMISTES DU P.S., VOUS DEVEZ REDOUBLER D'ARDEUR !
 Cette quinzaine devra marquer une re-

crudescence d'activité pour LA VERITE. N'oubliez pas que ce numéro sort en partie grâce à l'appui de nos amis d'Amérique. Ils ont envoyé une nouvelle souscription. Nous les en remercions vivement !
 Tous de plus en plus nombreux à la tâche pour un journal largement répandu. A NOS ABONNES. — Consultez la bande d'envoi du journal, elle porte l'indication du numéro de la fin de votre abonnement. N'attendez pas que l'Administration du journal vienne à la rescousse pour solliciter votre réabonnement. Faites-le dès que votre abonnement est arrivé à échéance.
 Souscrivez pour LA VERITE.
 P.S. — Faute de place, nous n'avons pu déjà dans le dernier numéro publier la liste des souscriptions. Nous la reprendrons au prochain numéro.

Réponse à "l'Avant-Garde"

Après avoir pris connaissance de l'article publié dans l'« Avant-Garde » du 21 novembre et intitulé : « Après avoir tué Kirov, les trotskystes veulent tuer Staline », le C.C. du G.B.L. porte à la connaissance des travailleurs :

- 1° Le camarade Zeller n'appartient pas au G.B.L. Ayant rendu visite au camarade Trotsky, en Norvège, il adressa au cam. Robert Fol, membre des Jeunes Communistes, une carte postale dans laquelle se trouve l'expression que vise l'« Avant-Garde ».
- 2° De l'examen le plus superficiel du texte de la carte il ressort clairement que l'expression de Zeller vise les idées stalinistes, en opposition au marxisme-léninisme dont Trotsky est le champion, et non la personne de Staline.
- 3° De plus, la carte a été adressée à un membre des J.C., d'opinion stalinienne !
- 4° Le C.C. estime néanmoins nécessaire de réprover la légèreté qui a permis l'usage de telles expressions — donnant involontairement la possibilité à l'appareil stalinien et à la Guépéou de se livrer à une nouvelle provocation contre l'avant-garde révolutionnaire, en essayant d'esquiver ses responsabilités dans la liquidation de la Jeunesse Communiste en France.
- 5° Le C.C. dénonce au prolétariat le mensonge impudent de l'« Avant-Garde », attribuant le meurtre de Kirov aux « trotskystes ». Il a été amplement démontré à l'époque (voir en particulier la brochure de Trotsky : La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov) que Kirov a été tué par un membre du parti bolchevik, employé au Soviet de Leningrad. Le procès a été incapable de prouver la moindre complicité de Zinoviev et Kamenev avec le meurtre.

Quant à la soi-disant participation des trotskystes, elle se révéla tout simplement une tentative cynique — qui échoua pitoyablement — de compromettre Trotsky dans une provocation.

- 5° Les bolcheviks-léninistes ont toujours condamné et condamnent la terreur individuelle comme moyen d'émancipation sociale. La dégénérescence de la bureaucratie soviétique ne dépend pas de la personne de Staline. C'est au contraire celle-ci qui est la représentation de la bureaucratie dégénérée. La réponse de Trotsky à Romain Rolland, publiée dans ce numéro, répond amplement à la question.
- 6° Par contre, nous dénonçons formellement la politique d'attentats individuels perpétrés en U.R.S.S. contre les bolcheviks-léninistes : certains, comme Blumkine, ont été fusillés ; des milliers périssent dans les isolateurs. Une répression acharnée s'exerce contre des personnes innocentes, uniquement en raison de leurs liens de famille (comme le prouve encore la lettre de Nathalie Trotsky publiée ici). Ce sont ces méthodes que les agents stalinien essayent d'implanter dans le mouvement ouvrier international.
- 7° Enfin, le C.C. dénonce aux jeunes travailleurs la manœuvre grossière et vicieuse de l'« Avant-Garde » qui tire à boulets rouges contre la jeunesse socialiste révolutionnaire, pour masquer l'abandon par les J.C. des principes de la lutte de classes, leur dissolution, et le passage de sa direction sur les positions de la collaboration de classes démocratique.

Le C.C. invite les jeunes travailleurs à repousser les calomnies et à souder leur bloc de classe dans l'organisation révolutionnaire des Jeunes Socialistes.

Parmi nos lettres

DE PARIS
 Le camarade G. L. nous écrit, à propos de la question agraire :
 La crise a son origine dans l'individualisme de la vie paysanne, les charges inouïes, la réduction du revenu du travail par les intermédiaires, le faible rendement du travail et le grand morcellement de la propriété. Il faut donc faire comprendre aux paysans qu'ils doivent s'associer sur les terres à cultiver de façon à les travailler avec des machines à grand rendement, qu'ils doivent organiser l'achat de tout ce dont ils ont besoin en commun avec leurs semblables, ainsi que la vente directe aux consommateurs... Etant organisés pour travailler et pour vendre, ils seront prêts à lutter contre toute autre exploitation. En un mot, seule l'Union des travailleurs fera leur force. Ce n'est pas en jalonnant les ouvriers aux journées courtes des villes qu'ils amélioreront leur vie, mais en recherchant et en appliquant tous les moyens qui mettront à leur portée tous les avantages des sociétés modernes...
DE ROMORANTIN
 « Le dernier numéro de la « Vérité » (n° 250) marque un réel progrès. On y a

tenu compte davantage du lecteur que nous voulons atteindre. Les collègues auxquels j'ai présenté le dernier numéro ont été unanimes à en reconnaître l'intérêt indéniable et actuel. »
D'ANGERS
 Dimanche 27 octobre, F. Challye a donné, sous les auspices de l'U.F.E., salle Chemellier, une réunion contre le colonialisme. Son analyse fut excellente, mais ses conclusions furent surprenantes : pas d'insurrection aux colonies, évolution, transition. Mot d'ordre : union des indigènes. Tout cela ne permet pas d'envisager une véritable solution. La lutte pour le renversement des oppresseurs doit être menée parallèlement aux colonies et dans la métropole...
DE LYON, nos camarades nous écrivent :
 Le 19 septembre eut lieu une réunion de l'« Etoile Nord-Africaine », bien fréquentée. Les orateurs dénoncèrent les méfaits de l'impérialisme français, le code de l'indigénat, la déportation des militants dans le désert. En France, les travailleurs arabes sont traqués. A Lyon, un « Bureau de secours » aux chômeurs arabes, installé à la Préfecture, sert à organiser des brisures de grèves. Les orateurs ont développé le cahier de revendications. En résumé, bon travail.

Dans l'Isère

PAGANON, SENATEUR
 L'assassin des ouvriers de Brest et Toulon, l'homme du gouvernement des décrets-lois, le ministre protecteur des Croix de Feu, est élu sénateur de l'Isère. Malgré l'opposition des bonzes Martin et Ravannat, le Congrès de la Fédération du Parti socialiste a décidé une candidature socialiste.
 « Il n'y avait pas péril réactionnaire », disaient les bonzes S.F.I.O. Cependant le quotidien cléricale et fasciste La République de l'Isère s'exclame le 18 novembre : « L'élection sénatoriale de l'Isère a été ce que nous avions souhaité... L'union qui, au-dessus des personnes, s'est ainsi réalisée entre des hommes appartenant à des partis divers... mais d'accord sur la nécessité de défendre notre patrimoine nationale, le franc, la paix intérieure (celle des Croix de Feu, évidemment !) et extérieure, est un excellent exemple donné au pays tout entier. »
 Le quotidien Front populaire La Dépêche Dauphinoise se félicite également sans pudeur en ces termes :
 « M. Joseph Paganon a recueilli la récompense que lui valent ses qualités d'administrateur et de grand commis de la République. »
 Ainsi s'exprime l'organe en qui la majorité des militants responsables du mouvement ouvrier local place son suprême espoir !

Le directeur du journal est le grand pontife maçonnique et s'occupe, de ce fait, du rayon : électoralisme républicain, radicalisme, Ligue des droits de l'homme, etc... Il centralise entre ses mains l'influence « démocratique » de la franc-maçonnerie locale : cette organisation républicaine qui groupe dans ses rangs, avec des affairistes avérés et arrivistes électoraux (Paganons petits modèles), des idéalistes sincères et trompés, trop souvent militants syndicalistes ou socialistes.
 Le chef de la rédaction, lui, a les idées « socialistes » (!). Il s'est rendu populaire auprès des responsables réformistes et stalinien de plusieurs partis ouvriers et syndicaux. Il fréquente la Bourse du Travail... C'est un journaliste très renseigné et lorsqu'un militant paraît inquiet, il lui assure « entre soi » qu'on peut compter sur la Dépêche, surtout en cas de coup dur. Tu parles !

Tous les pantins hypocrites dont le grand capital tient les ficelles doivent être démasqués. Ils ne sont malheureusement pas tous à Grenoble, dans tout le pays la lutte du Front populaire est annihilée, trahie par les valets « gauchistes » du radicalisme, sous-valets de l'ennemi de classe. La classe ouvrière doit chasser du Front populaire les chefs radicaux et leurs laquais à tout faire. Alors seulement les ouvriers pourront s'attirer la confiance des classes moyennes et des paysans spoliés par les radicaux dirigeants.
 Alors seulement la lutte contre les décrets-lois, contre les atteintes portées au niveau de vie des travailleurs, contre les bandits fascistes, contre les dangers de guerre, pourra devenir efficace par la prise en application des mots d'ordre de combat de la Révolution sociale.

Alexis BARDIN.
M. LE GENERAL GRATIER, ORATEUR DES CROIX DE FEU AU LYCEE CHAMPOLLION
 Un élève qui vient de quitter le lycée Champollion à Grenoble nous écrit :
 Mardi 12 novembre, les élèves avaient été prévenus qu'ils devaient se mettre en rang pour aller défilé devant les plaques commémoratives des anciens élèves tués pendant la guerre 1914-18.
 A 10 heures donc, tout le monde était prêt. Mais quelle ne fut pas notre surprise de voir, que les J.P., les V.N. et les camelots du roi et autres avaient soigneusement relégué leurs insignes sous le revers de leur veste, et qu'en plus ils se groupaient en ce qu'ils appelaient le Front national. Nous avons cru tout d'abord qu'un oubli de leur part, et que leur groupement n'avait aucune raison. Mais après avoir défilé devant les plaques de marbre des élèves morts pour la patrie, un membre de l'Association des anciens élèves, en l'occurrence M. le général Gratier, membre des Croix de feu, fit un discours. Il nous parla tout d'abord de l'Association des anciens élèves, puis oubliant pourquoi nous étions rassemblés (ou plutôt pensant que tout le monde le savait assez) se mit à faire un discours politique et conclut (car son esprit ne lui permit pas de trouver autre chose de mieux) : « Soyons justes, et surtout soyons forts, on onus foutra la paix. »
 Inutile de dire que tous les J.P., A.F., V.N. et autres applaudirent à tout rompre ce « bel » exposé patriotique (pauvre patrie !) et sifflèrent les professeurs qui par leur départ manifestaient leur hostilité à un tel discours.
 Quant aux élèves antifascistes, dès les premières phrases de M. le général, ils avaient compris, et pour couvrir les applaudissements se mirent à siffler et applaudiront le geste de désapprobation des professeurs.
 M. le général était en service commandé, nous en sommes sûrs.
 Pourquoi avez-vous enlevés vos insignes, messieurs, les J.P., A.F., V.N. ?
 Pourquoi vous êtes-vous groupés avant la manifestation ?
 Vous n'êtes pas si prudents d'ordinaire. Mais ce jour-là vous saviez ce qui allait se passer, et vous préférerez ne pas vous montrer.

Si vraiment on ne peut empêcher les fascistes de s'organiser, eh bien ! il faut nous organiser. Il faut prendre le choix de distribuer nos tracts, donner nos con-

Lille

LILLE
 La classe ouvrière du Nord veut lutter. Elle comprend que l'heure est venue de poser les problèmes de la Révolution Sociale en toute clarté. C'est le moment que choisissent certains éléments du Front Populaire (les stalinien) pour freiner la combativité des masses, et les enchaîner au char des Herriot et Cie.
 A Lille, les travailleurs avaient écrit en grosses lettres sur le mur de plusieurs usines : *Vive la Révolution ! Contre la Guerre : Révolution !*
 L'Humanité du Nord s'indigne et écrit : « Ces mots d'ordre avaient pour but d'effrayer les classes moyennes... et jeter en même temps le trouble dans la classe ouvrière (sic) ! » Les stalinien « lavèrent les murs » de ces « provocations » et l'Enchaîné écrit à son tour que ces mots d'ordre « font le jeu du fascisme et de la police » (celle de Salengro ?).
 Les ouvriers du Nord ne se laisseront pas distraire par la politiciaille des chefs stalinien. Ils développeront la lutte de classe, pour la Révolution.

FRONT POPULAIRE A LILLE
 Ce sont environ vingt mille personnes qui, le 11 novembre, se sont rassemblées dans le grand hall de la Foire commerciale, en un meeting de Front populaire, organisé sur l'initiative du Parti socialiste.
 L'affluence, la concorde (apparente tout au moins) entre les orateurs que la foule écouta patiemment (à peine quelques mouvements divers) suffirent à expliquer l'impression de succès partagée par l'immense majorité des assistants. L'enthousiasme ne suffit pas, dit Moutet. Mais c'est dans le gouvernement de Front populaire qu'il met sa confiance, et il fait même miroiter l'illusion de l'économie d'une révolution.
 Tous les sujets furent abordés : l'unité de la jeunesse, l'unité organique, les sanctions ouvrières contre l'Italie, le rôle des intellectuels, la Marseillaise, etc...
 Emile Roche, radical, partisan « d'une république libre », dont les décrets-lois sont probablement un avant-gout, apporte l'adhésion de la fédération du Nord de son parti « gouvernemental » au Front populaire. Une « victoire » de plus ! Malgré les efforts de l'orateur, l'auditoire ne s'emballe pas pour Herriot.
 Salengro fait un pressant appel au calme et, docilement, la foule se disperse sans manifestation.
 Ce meeting est une preuve de plus que l'on essaie de maintenir les masses dans la confiance la plus dangereuse envers la « légalité » bourgeoise, que leur réaction profonde et saine est canalisée, étouffée, consciemment ou inconsciemment, au profit des actes diplomatiques de l'U.R.S.S.

Il faut échapper à cette paralysie. Il faut réaliser les comités de base du Front populaire où pourra se traduire l'opinion du peuple exploité, qui se lasse des palabres et sent qu'il ne vaincra le fascisme qu'en lui opposant la seule arme qu'il possède : sa force.

RESULTATS DES ELECTIONS PRUD'HOMMALES
 Le résultat des élections du 10 novembre fut un succès pour les candidats de la Bourse du travail confédérée dans toutes les catégories, sauf celle des employés. Les candidats ouvriers sont élus, parmi lesquels notre camarade De Vreyer qui obtint 126 voix (le candidat chrétien 17 voix). C'est un beau succès pour notre camarade. Cependant, de ces élections il faut tirer deux enseignements : d'abord l'échec des employés. Cet échec du surout au manque de travail et de propagande de l'ancienne direction de la Bourse du travail. Nos camarades employés devront s'en souvenir pour les élections futures, et la nouvelle direction ne manquera pas d'y apporter son appui total. L'autre enseignement, c'est la conduite scandaleuse de certains dirigeants de l'Union locale unitaire qui n'ont pas hésité à employer des manœuvres écorchantes contre notre camarade De Vreyer. En effet, alors que dans l'Enchaîné, organe du P.C., et après accord avec la direction de la Bourse du travail confédérée, un appel commun avait été fait pour que cette élection se fasse sous le signe de l'unité, une délégation unitaire se rendit à la Bourse pour exiger le retrait de la candidature de notre camarade De Vreyer. Inutile de dire qu'ils se firent verbeusement rabrouer.
 Ainsi des gens qui se prétendent partisans de l'unité n'hésitent pas à employer des manœuvres malhonnêtes contre des camarades qui n'ont jamais cessé d'être des militants probes et honnêtes, comme notre camarade De Vreyer. Ces procédés l'honorent, venant de la part des gens sectaires et ambitieux. Les copains du bâtiment ont parlé et démontré que ces combines misérables n'avaient pas de prises sur eux.
 Notre camarade a maintenant sa tâche à accomplir, il le fera sans faiblesses et compromissions de toutes sortes ; aux sectaires nous donnons rendez-vous dans le syndicat qui, nous l'espérons, sera bientôt unifié, et chacun de membres pourra juger où se trouvent les meilleurs guides du prolétariat.

vocations, en un mot faire de la propagande à l'intérieur du lycée. Nous avons trop attendu, il n'est que temps. Camarades, mettons-nous immédiatement au travail pour barrer la route au fascisme qui choisit une journée de recouvrement pour pénétrer. Les provocateurs sont connus, il nous faut déjouer leurs manœuvres qui se renouvelleront à chaque occasion.

ATTAQUE CONTRE LES SALAIRES A L'USINE D'AVIATION LIORÉ-OLIVIER

La politique de misère du gouvernement Laval-Herriot a ses conséquences immédiates pour les travailleurs de chez Lioré-Olivier, à Argenteuil.
 La direction veut, étape par étape, imposer à l'ensemble du personnel une diminution de salaire très importante. Après avoir diminué de 10 % les employés, dessinateurs, elle diminue les chefs d'équipes et contrôleurs de 6 %. Demain, les ouvriers seront diminués à leur tour. Face à cette attaque patronale, le Bloc uni des employés, techniciens et ouvriers s'est dressé. L'unification de la lutte devant l'attaque patronale est une condition du succès. Nous montrions cette nouvelle phase de la lutte dans « Où va la France ? », il y a un an. Des pétitions suivies de délégations à la direction, la solidarité des ouvriers font déjà reculer le patronat, ce recul sera d'autant plus important que la lutte des exploités se renforcera.
 Bientôt ce sera l'offensive généralisée dans toute la métallurgie de la région parisienne contre les conditions de vie des travailleurs. Dans les usines, ils sauront y répondre en appliquant leurs mots d'ordre :

- Pour le contrôle ouvrier par un comité d'usine ;
- Pour les quarante heures sans diminution de salaire ;
- Pour les milices ouvrières ;
- Pour la grève générale.

AIDONS NOS FRERES DES COLONIES ! Résolution votée par la Section d'Antibes (A.-M.)

Au cours de sa réunion du 3 octobre 1935, la Section d'Antibes a voté la résolution suivante :
 « Prenant connaissance dans le Petit Provençal (16 septembre 1935) du discours du citoyen Henri Tasso, député-maire S.F.I.O. de Marseille, à l'occasion de l'inauguration de la XI^e Foire de Marseille, la Section socialiste d'Antibes proteste contre la glorification des conquêtes coloniales du capitalisme français en particulier dans ce passage, extrait du Petit Provençal (16 septembre 1935) sans rectification ultérieure :

« Messieurs, au moment où la Chambre de Commerce remet à la ville de Marseille, en présence de M. le ministre des Colonies, ce musée qui abritera les souvenirs glorieux du passé, je la remercie et je rends, au nom de la Municipalité de Marseille, un solennel hommage à tous les hardis pionniers de notre civilisation dans le monde et aux fils de Marseille qui ont consacré leur vie à cette œuvre glorieuse, qui a donné à la France l'empire colonial dont elle peut s'enorgueillir. »

La Section socialiste d'Antibes pense que le fait de prononcer de telles paroles est incompatible avec la qualité de membre du Parti socialiste.

Elle demande à la Fédération des Bouches-du-Rhône ainsi qu'à la C.A.P. du P.S. de prendre toutes les mesures nécessaires pour que pareil fait ne se reproduise pas.
 A cette occasion, elle affirme sa solidarité avec les travailleurs exploités de l'empire colonial français, avec les colonisés en révolte contre les colonisateurs et leurs valets.

La Section d'Antibes invite les Sections à protester dans le même esprit.
 Pour la Section :
Le Secrétaire : Maurice DOUDAIN.

Convocations

REGION PARISIENNE
 Comité régional, dimanche matin, 9 à 11 heures, aux « Deux Hémisphères ».
 Groupe B, mardi 26 novembre, à 21 h., café-labac angle rue d'Alsésia et rue de Vanves.
 Permanence, le mardi, de 19 à 20 h., et le samedi, de 17 à 19 h., café Augé, 6, rue des Archives.

MAISON DE SANTE DE PARIS-SUD
 sous la direction du docteur Lacroix
 Accouchements - Chirurgie
 « La maison de santé la moins chère de tout Paris »
 Route de Fontainebleau, VILLEJUIF
 Conditions spéciales aux camarades S.F.I.O.

En vente à « LA VERITE »
DU PLAN DE LA C. G. T.
 à la
CONQUETE DU POUVOIR
 Discours du délégué de l'Union départementale des Syndicats confédérés de l'Isère au Comité confédéral national de la C. G. T. des 18 et 19 mars 1935.
 Prix : 50 centimes.
 Le Gérant : **Marla CRAIPEAU.**
 H. Carré-G. Pierson, Imprimeurs
 35, boulevard de Strasbourg, Paris (10^e).